

Évry-Courcouronnes, le 08 novembre 2022

DIVISION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS DU

1^{er} DEGRÉ

DIPER 2

Réf. : 2022-DSDEN91 - 58

Affaire suivie par :

DIPER 2

Mouvement

Tél : 01 69 47 84 12 / 24

01 69 47 84 14 / 81

01 69 47 84 34

Mél : ce.ia91.mvt1dg@ac-versailles.fr

Diffusion :

Pour attribution : **A** Pour Information : **I**

	Circonscriptions		Divisions et Services de la DSDEN
A	ARPAJON		DARH
A	ATHIS-MONS		SAB
A	BRETIGNY		DIPER
A	BRUNOY		DIPE
A	CORBEIL		DOS
A	DRAVEIL	I	SECRETARIAT GÉNÉRAL
A	DOURDAN	I	CABINET
A	ÉTAMPES		CAAE
A	ÉVRY		CHARGÉS DE MISSION
A	ÉVRY 2		EMIP
A	GRIGNY		PÔLE MEDICO-SOCIAL
A	LA FERTÉ-ALAIS	A	Lycées Publics
A	LES ULIS	A	Collèges Publics
A	LISSÉS	A	Écoles Publiques
A	MASSY		Lycées Privés
A	MONTGERON		Collèges Privés
A	MORANGIS		Écoles Privées
A	ORSAY	A	EREA
A	PALaiseau		Représentants des personnels
A	RIS-ORANGIS		Représentants des parents d'élèves
A	SAVIGNY		Représentants des collectivités territoriales
A	STE-GENEVIEVE		Représentants des personnels
A	VIRY		Représentants des parents d'élèves
A	ECOLE INCLUSIVE EST		Représentants des collectivités territoriales
A	ECOLE INCLUSIVE OUEST		
A	ESSONNE ECOLE INCLUSIVE		
A	MATERNELLE		

L'inspecteur d'académie,
directeur académique des services
de l'Éducation nationale de l'Essonne

à

Mesdames les inspectrices et
Messieurs les inspecteurs de
l'Éducation nationale

Pour information

Mesdames les principales et Messieurs les
principaux de collèges comportant une
SEGPA
Mesdames les directrices et Messieurs les
directeurs d'établissements spécialisés
Mesdames les directrices et Messieurs les
directeurs d'écoles élémentaires et
maternelles
Mesdames et Messieurs les enseignants

Pour attribution

Objet : MOBILITES DES ENSEIGNANTS DU 1^{er} DEGRÉ – Rentrée 2023

Références : BO spécial N° 40 du 27 octobre 2022 :
LDG ministérielles relatives à la mobilité des personnels du MENJS
du 25 octobre 2021 NOR : MENH2131955X
Note de service du 20 octobre 2022 NOR : MENH2229953N

POINTS CLES : La présente note a pour objet d'informer sur les opérations de mobilité interdépartementale pour la rentrée 2023.

CALENDRIER : se reporter page 4 de la circulaire.
Ouverture du serveur du 16 novembre au 7 décembre 2022
Détail p.4

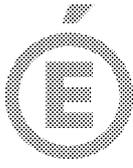
CONTACT en cas de difficultés :
Un service d'aide et de conseil personnalisé est joignable
au 01 55 55 44 44 (se reporter page 2 de la circulaire).

Nature du document :

- Nouveau
 Modifié

Le présent document comporte :

Circulaire p. 19
Annexe p. 1
Total p.20



2/19

Je vous informe qu'une opération de mutations informatisées des instituteurs et des professeurs des écoles est organisée au plan national pour la rentrée 2023.

La mobilité interdépartementale des enseignants du 1er degré tient compte des caractéristiques particulières du recrutement et des premières affectations des professeurs des écoles qui passent un concours dans l'académie de leur choix.

Le nombre de postes offerts aux concours et les possibilités ouvertes au titre du mouvement interdépartemental sont déterminés en même temps, pour permettre à la fois de recruter de manière significative dans chaque académie et de répondre aux aspirations de mobilité des enseignants dans le cadre des priorités légales.

On peut ainsi considérer que le mouvement interdépartemental a pour fonction de compléter le recrutement par concours.

Les enseignants formulent leurs vœux via l'application i-prof, sur Internet par le système d'information et d'aide pour les mutations (SIAM). Ce serveur est ouvert **du mercredi 16 novembre 2022 à 12h00 au mercredi 7 décembre 2022 à 12h00 (heure métropole).**

Afin d'accompagner ce dispositif de mobilité, différents services sont mis en place :

Par téléphone :

Un service d'aide et de conseil personnalisé est joignable au : **01 55 55 44 44.**

Ce numéro permettra aux candidats d'être en relation avec le ministère du 14 novembre 2022 au 07 décembre 2022 12h00 (heure métropole).

A compter du 08 décembre 2022, la cellule Mouvement de la Direction des Services départementaux de l'Éducation nationale prendra le relais et informera de 9h à 17h00 les candidats sur le suivi de leur dossier jusqu'à la fin des opérations de validation des vœux et des barèmes le 6 février 2023 (contact : **01 69 47 84 90**).

Ce dispositif d'aide et de conseil sera facilité dès lors que les enseignants auront communiqué, lors de la saisie des vœux, leurs coordonnées téléphoniques précises : téléphone fixe et/ou portable valide (ce dernier pour la diffusion des résultats par texto/SMS), indispensables pour les joindre rapidement et leur faire connaître les résultats de leur demande de mutation.

Par internet :

Un guide de la mobilité est consultable sur <http://www.education.gouv.fr/>

Par mail :

Les candidats pourront adresser des mails au service du Mouvement de la DSDEN à l'adresse suivante : ce.ia91.mvt1dg@ac-versailles.fr.

L'inspecteur d'académie,
directeur académique des services
de l'Éducation nationale de l'Essonne

Signé : Jérôme Bourne Branchu



CALENDRIER DES OPÉRATIONS

1 – PERSONNELS CONCERNÉS

- 1.1. Dispositions générales
- 1.2. Cas particuliers

2 – PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT DES DEMANDES

- 2.1. Enregistrement des demandes
- 2.2. Vœux liés
- 2.3. Annulation et modification d'une demande après la clôture des inscriptions
- 2.4. Cas particuliers
- 2.5. Transmission des confirmations des demandes
- 2.6. Contrôle et communication des barèmes

3 – RÈGLES ET ÉLÉMENTS DU BARÈME

- 3.1. Capitalisation de points pour renouvellement du même premier vœu
- 3.2. Echelon
- 3.3. Ancienneté de fonction dans le département
- 3.4. Candidats séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles
- 3.5. Demande formulée au titre de l'autorité parentale conjointe
- 3.6. Bonification au titre de l'Éducation prioritaire
- 3.7. Bonification au titre du handicap
- 3.8. Demande formulée au titre du centre des intérêts matériels et moraux dans un des départements ou collectivités d'outre-mer (Cimm)
- 3.9. Exercice dans un territoire ou une zone rencontrant des difficultés particulières de recrutement (Mayotte et Guyane)
- 3.10. Exercice en établissement ou école en contrat local d'accompagnement

4 – RÉSULTATS

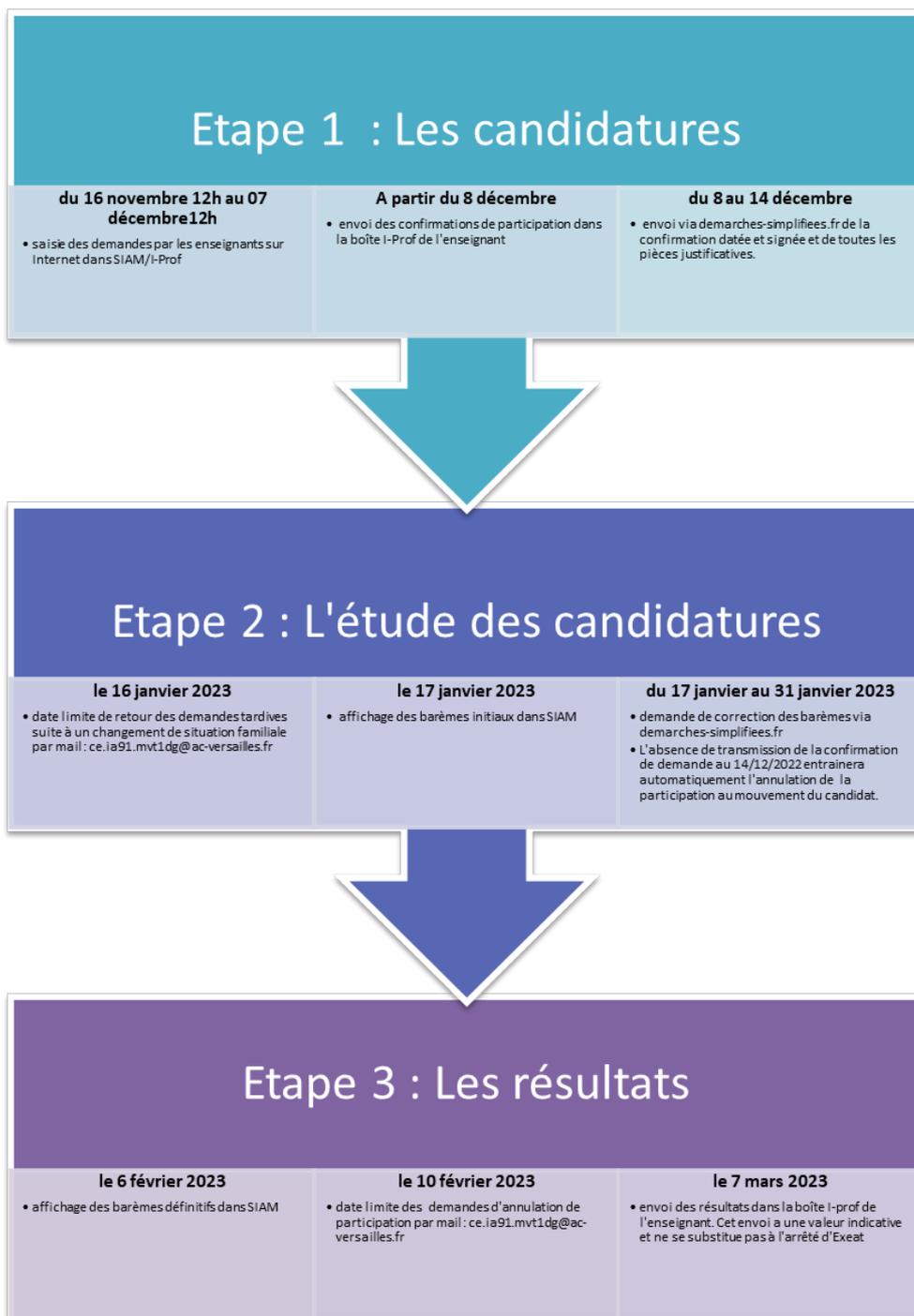
- 4.1. Communication
- 4.2. Cas de demande d'annulation d'une mutation obtenue

5 – CONSÉQUENCES ADMINISTRATIVES D'UNE MUTATION

- 5.1. Règle générale
- 5.2. Mutation dans un département d'outre-mer (D.O.M.)
- 5.3. Participation au Mouvement départemental



CALENDRIER DES OPERATIONS DU MOUVEMENT INTERDEPARTEMENTAL





1 - PERSONNELS CONCERNÉS

1.1. Dispositions générales

Le mouvement interdépartemental est ouvert aux personnels enseignants du premier degré (instituteurs et professeurs des écoles) ainsi qu'aux professeurs des écoles issus du corps des instituteurs de la fonction publique de l'État recrutés à Mayotte (IERM), titulaires au plus tard au 1^{er} septembre 2022.

1.2. Cas particuliers

Les personnels affectés sur poste adapté de courte ou de longue durée doivent savoir que leur maintien sur des emplois adaptés n'est pas garanti en cas de changement de département.

Les personnels placés en congé parental devront, dans l'hypothèse où leur demande de mutation est satisfaite, participer au mouvement départemental dans leur département d'accueil afin d'obtenir une affectation à titre définitif. Il leur appartient de déposer auprès de leur département d'accueil, **au plus tard un mois** avant la fin de la période de leur congé, soit une demande de réintégration soit une demande de prolongation de leur congé.

Les personnels placés en congé de longue maladie (C.L.M.), de longue durée (C.L.D.) ou en disponibilité d'office peuvent participer aux opérations du mouvement interdépartemental. Si leur demande est satisfaite, ils ne pourront reprendre leurs fonctions qu'après avis favorable du comité médical du département d'accueil.

Les personnels placés en position de disponibilité devront, dans l'hypothèse où leur demande de mutation est satisfaite, demander leur réintégration auprès de leur département d'origine dans les deux mois précédant la reprise, afin de pouvoir intégrer leur nouveau département.

Les personnels placés en position de détachement devront, dans l'hypothèse où leur demande de mutation est satisfaite, demander leur réintégration auprès des services centraux du Ministère (Bureau DGRH – B2 – 1) afin de pouvoir intégrer leur nouveau département.

Les professeurs des écoles actuellement détachés dans le nouveau corps des psychologues de l'éducation nationale ont la possibilité :

- soit de participer au mouvement interdépartemental pour obtenir un poste de professeur des écoles ; s'ils obtiennent satisfaction, il sera mis fin à leur détachement.

- soit de participer au mouvement interacadémique des PsyEn spécialité « éducation, développement et apprentissage » (dès lors qu'ils n'auraient pas participé au mouvement interdépartemental des professeurs des écoles et qu'ils souhaiteraient être affectés sur un poste de PsyEn).

Toute double participation aux mouvements interdépartemental et interacadémique entraînera automatiquement l'annulation de la demande de participation au mouvement interdépartemental organisé pour les personnels du premier degré.



Les modalités relatives au traitement de la demande de participation au mouvement intra-académique des professeurs des écoles psychologues scolaires non-intégrés dans le corps des PsyEn seront précisées dans les circulaires académiques, y compris pour les professeurs des écoles détenteurs du diplôme d'Etat de psychologie scolaire (Deps). Ces derniers pourront obtenir un poste de PsyEn, dans le cadre du mouvement intra-académique des PsyEn, sous réserve qu'ils demandent, soit un détachement, soit une intégration dans le corps des PsyEn.

Cumul d'une demande de détachement (France, étranger, Com) ou d'affectation dans une collectivité d'outre-mer et d'une demande de changement de département.

Agents candidats à un premier détachement : les enseignants du premier degré peuvent, simultanément, solliciter un changement de département et présenter une demande de détachement, en qualité de fonctionnaire de catégorie A ou auprès d'un opérateur (ex : AEFÉ, secteurs associatifs, etc.). Ils peuvent également solliciter une affectation dans une collectivité d'outre-mer pour la même année.

En cas d'obtention de la mutation, le bénéfice du changement de département reste acquis.

Le département d'accueil est dès lors compétent pour apprécier l'opportunité, compte-tenu des nécessités de service, d'émettre un avis favorable ou non à la demande de détachement.

Cependant, ces dispositions ne valent pas pour les affectations en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna.

Agents candidats déjà en situation de détachement : dans l'hypothèse où leur demande de mutation est satisfaite, les enseignants du premier degré doivent mettre fin à leur détachement en cours avant le terme fixé par l'arrêté le prononçant, en demandant leur réintégration auprès des services centraux du ministère (bureau DGRH B2-1).

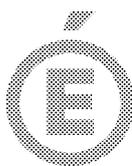
Agents candidats affectés en Andorre ou en écoles européennes : les enseignants qui participent aux opérations du mouvement interdépartemental doivent déposer leur demande dans leur département d'origine. En cas d'obtention de la mutation, le département d'accueil est dès lors compétent pour apprécier l'opportunité, compte-tenu des nécessités de service, d'émettre un avis favorable ou non à la demande de départ.

Demande de congé de formation professionnelle et demande de changement de département.

Les congés de formation professionnelle étant octroyés dans la limite des autorisations offertes à l'échelon départemental, il n'est pas possible de cumuler l'obtention d'un congé de cette nature et le bénéfice d'un changement de département au titre de la même année scolaire. En tout état de cause, le bénéfice du changement de département conduit à la perte du congé de formation professionnelle attribué par le département d'origine.

Les personnels de catégorie A détachés dans le corps de professeurs des écoles, ne sont pas autorisés à participer aux opérations du mouvement interdépartemental.

Toute double participation aux mouvements interdépartemental et mouvement PoP entraînera automatiquement l'annulation de la demande de participation au mouvement interdépartemental en cas d'acceptation d'un poste issu du mouvement PoP.



Chaque candidat peut **demandeur jusqu'à six départements différents** classés par ordre de préférence de 1 à 6.

2.1. Enregistrement des demandes

Les enseignants doivent formuler leurs vœux, les enregistrer, modifier ou annuler leur demande, consulter les éléments de leur barème sur Internet par le système d'information et d'aide pour les mutations (SIAM).

Ce serveur est ouvert **du mercredi 16 novembre 2022 à 12h00 au mercredi 07 décembre 2022 à 12h00 (heure métropole)**.

Les demandes sont formulées sur Internet à l'aide du Système d'Information et d'Aide pour les mutations (SIAM), accessible depuis l'application I-prof (présentation de I-prof: <http://www.education.gouv.fr/cid57972/espace-i-prof-les-informations-cles-sur-la-carriere-des-enseignants.html>)

Pour accéder à l'application I-prof par Internet et saisir vos vœux, procéder comme suit :

CONNEXION :

1- **Accéder** à votre bureau virtuel en tapant l'adresse internet <http://www.education.gouv.fr/personnel/iprof.html>.

En cas d'échec de la connexion, cliquer sur le lien indiqué en bas de page. Vous accéderez alors à la boîte électronique de l'assistance I-prof (assistance.iprof@ac-versailles.fr), dans laquelle vous indiquerez le motif de l'échec (mot de passe et/ou identifiant incorrect) avec vos nom, prénom et NUMEN.

2 - Cliquer sur **l'académie** d'affectation actuelle présentée dans la carte de France.

3 – **S'authentifier** en saisissant votre « compte utilisateur » (initiale du prénom suivi du nom de famille, sans espace et en minuscules) et votre « mot de passe » (NUMEN en majuscule) puis valider en cliquant sur le bouton « connexion ».

Attention : si vous avez modifié votre mot de passe, vous devez continuer à l'utiliser pour toute nouvelle connexion.

4 - Cliquer sur l'icône **I-prof**, sur le bouton « **les services** » puis sur le lien « **SIAM** » pour accéder à l'application SIAM premier degré.

5 – Indiquer votre numéro de **téléphone portable** valide, utile pour la communication des résultats par texto/SMS.

6 - Cliquer sur « **phase interdépartementale** » pour saisir vos vœux de mutation.

SAISIE DES VŒUX :

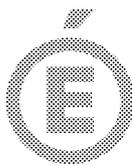
7 – Cliquer sur « **Votre barème** ».

8 - Cliquer sur « **Modifier** » afin de corriger ou compléter votre barème (rapprochement de conjoint, autorité parentale conjointe), puis sur « Valider ».

9 – Saisir les **vœux géographiques**, au nombre de 6 maximum, puis sur « Valider ».

10 – Cliquer sur « **Terminer la saisie** ». Vous pouvez imprimer la fiche récapitulative de vos vœux (**qui n'est pas votre confirmation de participation**).

CONFIRMATION :



8/19

11 – A partir du **8 décembre 2022, imprimer, signer la confirmation reçue** dans le courrier I-PROF et **l'envoyer** impérativement avec les pièces justificatives à la DSDEN 91.

Le dépôt de votre confirmation de participation et les pièces justificatives selon votre situation se feront uniquement via [demarches-simplifiees.fr](https://www.demarches-simplifiees.fr) avec le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/participation-mouvement-inter-91>

Voir la fiche 1 aide à l'accès à [demarches-simplifiees.fr](https://www.demarches-simplifiees.fr)

2.2. Vœux liés

Sont considérés comme relevant de la procédure de vœux liés les personnels enseignants du 1^{er} degré titulaires dont l'affectation souhaitée est subordonnée à la *mutation simultanée dans le même département de leur conjoint (marié, pacsé ou concubin avec enfant)*.

Dans ce cas, les mêmes vœux doivent être formulés dans le même ordre préférentiel et les demandes sont traitées de manière indissociable sur la base du barème moyen des deux enseignants.

Les candidats tous deux mutés à Mayotte ne peuvent formuler de demande au titre des vœux liés que si le même vœu impératif est saisi. Un candidat affecté à Mayotte ne peut pas lier ses vœux avec un candidat originaire d'un autre département, sauf s'ils renoncent tous les deux à leur vœu impératif.

2.3. Modification et annulation d'une demande après la clôture des inscriptions

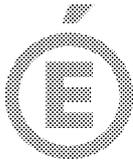
Après le 14 décembre 2022, 12h00 (heure métropole), dans le cas où les candidats souhaitent modifier leur demande afin de tenir compte d'un enfant né ou à naître, d'une mutation imprévisible du conjoint, du partenaire du PACS ou du concubin, ou s'ils souhaitent annuler leur demande de participation au mouvement, ils peuvent :

- télécharger le formulaire adéquat sur le site www.education.gouv.fr – rubrique « *concours, emplois et carrières – les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation – les promotions, mutations et affectations - SIAM mouvement des personnels du 1^{er} degré* ».
- transmettre ce formulaire rempli au bureau de gestion des enseignants du premier degré à la DIPER 2 par mail : ce.ia91.mvt1dg@ac-versailles.fr au plus tard le 16 janvier 2023.

2.4. Cas particuliers

- personnels dont la titularisation a été prononcée tardivement à effet du 1^{er} septembre 2022 ;
- enseignants dont la mutation du conjoint, partenaire du PACS ou du « concubin » est connue après la fin de la période de saisie des vœux par Internet ;

Dans ces cas précis, les demandes de participation aux opérations de mutation seront par exception remplies sur le formulaire prévu à cet effet, disponible sur le site www.education.gouv.fr, rubriques « *concours, emplois et carrières – les personnels d'éducation et d'orientation – les promotions, mutations et affectations - SIAM mouvement des personnels du 1^{er} degré* ». Les demandes seront envoyées jusqu'au 16 janvier 2023 à la DSDEN - DIPER 2 par mail : ce.ia91.mvt1dg@ac-versailles.fr qui les saisira informatiquement.



9/19

2.5. Transmission des confirmations des demandes

Vous recevrez la confirmation de votre demande dans votre boîte électronique I-prof à compter du 8 décembre 2022.

Les candidats qui, le 9 décembre 2022, n'auraient pas reçu leur document de confirmation, devront impérativement prendre contact avec le bureau DIPER 2 – Mouvement, par téléphone au 01.69.47.84.90 ou par courrier électronique : ce.ia91.mvt1dg@ac-versailles.fr

Cette confirmation, signée et accompagnée des pièces justificatives se feront uniquement via [demarches-simplifiees.fr](https://www.demarches-simplifiees.fr) avec le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/participation-mouvement-inter-91> le **14 décembre 2022 dernier délai**.

Voir la fiche 1 aide à l'accès à [demarches-simplifiees.fr](https://www.demarches-simplifiees.fr)

En l'absence de cet envoi dans les délais, la demande de mutation sera **ANNULEE**.

2.6 Contrôle et communication des barèmes

Le calcul et la vérification de l'ensemble des éléments du barème relèvent de la compétence des IA-Dasen.

Les services départementaux assureront leur rôle de conseil et d'information auprès des enseignants qui le souhaiteraient pendant cette phase de calcul des barèmes.

Les candidats pourront prendre connaissance de leur barème sur Siam à partir du 17 janvier 2023.

Ils pourront le cas échéant demander à leur DSDEN une correction de ce barème au vu des éléments de leur dossier entre le 17 janvier 2023 et le 31 janvier 2023.

A compter du 6 février 2023, les barèmes sont arrêtés définitivement par chaque IA-DASEN. Ils ne sont plus susceptibles d'appel.

Aucune contestation de barème ne peut être formulée auprès de l'administration centrale.

3 – RÈGLES ET ÉLÉMENTS DU BARÈME

Le barème prend obligatoirement en compte la mise en œuvre des dispositions légales et réglementaires de priorité de traitement des demandes de certains agents : conjoints séparés, fonctionnaires handicapés et agents exerçant dans les quartiers urbains où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles.

Il contribue à la mise en œuvre des politiques nationales en matière d'affectation de certains personnels, (mise en œuvre des dispositifs REP+, première affectation des titulaires).

Le barème prend en compte les éléments liés à la situation des personnels :

- la situation familiale ou civile ;
- la situation de carrière (ancienneté de service et de poste) ;
- la situation individuelle de l'agent.

3.1. Capitalisation de points pour renouvellement du même premier vœu

Les candidats dont le premier vœu n'a pu être satisfait lors des précédents mouvements interdépartementaux bénéficient d'une bonification de 5 points pour chaque renouvellement de ce même premier vœu.



10/19

Tout changement dans l'intitulé du département sollicité au premier rang des vœux l'année précédente, l'annulation ou l'interruption de participation au mouvement, l'annulation d'une mutation obtenue sur le premier vœu l'année précédente, déclenchent automatiquement la remise à zéro du capital de points déjà constitué.

3.2. Echelon

Les points sont attribués pour l'échelon acquis au 31 août 2022 par promotion et pour l'échelon acquis au 1^{er} septembre 2022 par classement ou reclassement.

L'échelon des enseignants qui viennent d'être titularisés (ex PE stagiaires) pris en compte est celui du 1^{er} septembre 2022.

INSTITUTEURS	PROFESSEURS DES ECOLES		POINTS
	CLASSE NORMALE	HORS CLASSE	
1 ^{er} échelon			18
2 ^{ème} échelon			18
3 ^{ème} échelon	2 ^{ème} échelon		22
4 ^{ème} échelon	3 ^{ème} échelon		22
5 ^{ème} échelon	4 ^{ème} échelon		26
6 ^{ème} échelon	5 ^{ème} échelon		29
7 ^{ème} échelon			31
8 ^{ème} échelon	6 ^{ème} échelon		33
9 ^{ème} échelon			33
10 ^{ème} échelon	7 ^{ème} échelon	1 ^{er} échelon	36
11 ^{ème} échelon	8 ^{ème} échelon	1 ^{er} échelon	39
	9 ^{ème} échelon	2 ^{ème} échelon	39
	10 ^{ème} échelon	3 ^{ème} échelon	39
	11 ^{ème} échelon	4 ^{ème} échelon	42
		5 ^{ème} échelon	45
		6 ^{ème} échelon	48
		7 ^{ème} échelon	48
		Echelon spécial	53

3.3. Ancienneté de fonction dans le département

Après un décompte des 3 années d'exercice en tant qu'enseignant titulaire du 1^{er} degré dans le département actuel, l'ancienneté de fonctions est appréciée au 31 août 2023. Deux douzièmes de points sont attribués pour chaque mois entier d'ancienneté de fonctions auxquels s'ajoutent dix points par tranche de 5 ans d'ancienneté dans le département.

Sont prises en compte, les périodes suivantes :

- activité dans le département actuel de rattachement administratif ;
- mise à disposition auprès d'une association complémentaire de l'école ;
- service national actif ;
- congé de longue maladie ; congé de longue durée ;
- congé parental ;
- congé de formation professionnelle ;
- congé de mobilité ;
- détachement en France ou à l'étranger ;
- ancienneté d'IERM des professeurs des écoles de Mayotte.



11/19

Ne sont pas prises en compte les périodes de :

- disponibilité, quelle qu'en soit la nature ;
- congé de non activité pour raisons d'études.

3.4. Candidats séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles

Il y a rapprochement de conjoints lorsque l'enseignant souhaite se rapprocher de la résidence professionnelle du conjoint qui exerce dans un autre département. La résidence professionnelle du conjoint s'entend comme tout lieu dans lequel le conjoint est contraint d'exercer son activité professionnelle : siège de l'entreprise du conjoint, succursales... **Le lieu d'exercice en télétravail ne peut pas être pris en compte.**

Le rapprochement de conjoints peut également être considéré lorsque le conjoint de l'enseignant est inscrit au Pôle emploi. Dans cette hypothèse, la demande de rapprochement de conjoints devra porter sur le lieu d'inscription à Pôle Emploi sous réserve de compatibilité avec l'ancienne résidence professionnelle. Celui-ci devra justifier d'au moins 6 mois d'activité professionnelle.

En revanche, l'enseignant dont le conjoint s'est installé dans un autre département à l'occasion d'une admission à la retraite ne peut se prévaloir de la priorité relative à un rapprochement de conjoint.

Ainsi, sont considérés comme conjoints les personnes mariées, les partenaires liés par un pacte civil de solidarité (PACS) et les personnes non mariées ayant un ou des enfants de moins de 18 ans reconnus par les deux parents.

le rapprochement de conjoints prend en compte trois éléments en fonction de la situation du demandeur :

- la situation de rapprochement de conjoints ;
- l'(les) enfant(s) à charge ;
- l'(les) année(s) de séparation.

Les situations familiales ou civiles ouvrant droit au rapprochement de conjoints sont les suivants :

- Celles des agents mariés avant le 1^{er} septembre 2022 ;
- Celles des agents liés par un pacte civil de solidarité (PACS), établi avant le 1^{er} septembre 2022 ;

des agents non mariés ayant un enfant de moins de 18 ans né et reconnu par les deux parents au plus tard le 1^{er} janvier 2023 ou ayant reconnu par anticipation au plus tard le 1^{er} janvier 2023 un enfant à naître. Les enfants adoptés ouvrent les mêmes droits.

La situation professionnelle liée au rapprochement de conjoints est, quant à elle, appréciée jusqu'au 31 août 2023.

Le rapprochement de conjoints prend en compte trois éléments en fonction de la situation du demandeur :

- **Bonification pour rapprochement de conjoints**

Une bonification de 150 points est accordée au titre du rapprochement de conjoints lorsque le premier vœu porte sur le département dans lequel le conjoint exerce son activité professionnelle principale ou le lieu d'inscription à Pôle Emploi. Cette bonification s'applique également aux vœux suivants s'ils portent sur les départements limitrophes.

Lorsque le conjoint exerce dans un pays étranger limitrophe de la France (Allemagne, Andorre, Belgique, Espagne, Italie, Luxembourg, Monaco et la Suisse), les points au titre du rapprochement de conjoints sont attribués

pour les départements frontaliers, complétés le cas échéant par les départements limitrophes à ces départements frontaliers.



12/19

- Bonification pour enfants à charge et/ou enfants à naître

50 points sont accordés par enfant. Les enfants doivent être âgés de moins de 18 ans au 31 août 2023. Un enfant est à charge dès lors qu'il réside habituellement au domicile d'un de ses deux parents et que celui-ci assure financièrement son entretien sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un lien de parenté.

Ils doivent être déclarés sur le foyer fiscal de l'enseignant. L'enfant à naître est considéré comme enfant à charge.

- Bonification pour années de séparation

Pour les enseignants en activité, la situation de séparation effective doit être justifiée et être au moins égale à 6 mois par année scolaire considérée.

50 points pour une année de séparation

200 points pour 2 années de séparation

350 points pour 3 ans de séparation

450 points pour 4 ans et plus de séparation

Les périodes de congé parental ainsi que les périodes de disponibilité pour suivre le conjoint sont comptabilisées pour moitié de leur durée dans le calcul des années de séparation à condition que ces périodes couvrent l'intégralité de l'année scolaire étudiée.

25 points pour une année de séparation soit 0.5 année de séparation

50 points pour 2 années de séparation soit 1 année de séparation

75 points pour 3 ans de séparation soit 1.5 année de séparation

200 points pour 4 ans et plus de séparation soit 2 années de séparation

Lorsqu'un candidat exerce dans un département d'une académie non limitrophe de celle de son conjoint, une majoration forfaitaire de 80 points s'ajoute à la bonification « année de séparation », dès lors que cette dernière est au moins égale à six mois.

La date de début de séparation ne peut être antérieure à la date de titularisation du candidat.

Pour le décompte des années de séparation, ne sont pas considérées comme des périodes de séparation :

- les périodes de disponibilité pour un motif autre que pour suivre le conjoint ;

- les congés de longue durée, les congés de longue maladie ;

- les périodes de non activité pour raisons d'études ;

- les périodes pendant lesquelles le conjoint est inscrit comme demandeur d'emploi (sauf s'il justifie d'une activité professionnelle d'au moins six mois pendant l'année scolaire considérée) ou effectue son service civique ;

- le congé de formation professionnelle ;

- la mise à disposition, le détachement (excepté les professeurs des écoles détachés dans le corps des PsyEN)

Ces situations sont suspensives mais non interruptives du décompte des années de séparation.



13/19

Les pièces justificatives selon votre situation se feront uniquement via demarches-simplifiees.fr avec le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/participation-mouvement-inter-91>

pour le mercredi 14 décembre 2022 dernier délai.

Voir la fiche 1 aide à l'accès à demarches-simplifiees.fr

Il est précisé que les documents administratifs en langue étrangère doivent être traduits en français.

- attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle principale du conjoint (contrat de travail accompagné des bulletins de salaires ou des chèques emploi service),
- pour les personnels de l'éducation nationale, une attestation d'exercice,
- attestation d'inscription auprès du Pôle Emploi **et** attestation de la dernière activité professionnelle du conjoint,
- copie du livret de famille mis à jour et/ou extrait d'acte de naissance de(s) l'enfant(s)
- pour les partenaires d'un PACS, justificatif administratif établissant l'engagement dans les liens d'un PACS et l'extrait d'acte de naissance portant l'identité du partenaire et du lieu d'enregistrement du PACS (datés de – de 3 mois)
- certificat de grossesse délivré au plus tard le 1^{er} janvier 2023.
- attestation de reconnaissance anticipée établie le 1^{er} janvier 2023 au plus tard.
- **Autres activités (justificatifs de – de 3 mois) :**
- Profession libérale Attestation d'inscription auprès de l'URSAFF, justificatif d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM)...
- Auto-entrepreneur ou indépendant : déclaration RSI, avis d'impôts sur le revenu (catégorie BIC, ou BNC)
- Suivi d'une formation professionnelle joindre une copie du contrat d'engagement accompagnée d'une copie du dernier bulletin de salaire

3.5. Demandes formulées au titre de l'autorité parentale conjointe

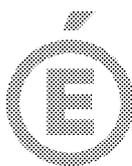
Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter le rapprochement avec le détenteur de l'autorité parentale conjointe dans l'intérêt de l'enfant.

Il y a autorité parentale conjointe lorsque l'agent souhaite se rapprocher de la résidence de vie des enfants qui vivent également dans un autre département à condition que le second détenteur de l'autorité parentale exerce une activité professionnelle dans les mêmes conditions que le rapprochement de conjoint.

Les situations prises en compte doivent être établies par une décision de justice définissant les modalités d'exercice du droit de visite.

Sont concernées les personnes ayant à charge un ou des enfants de moins **de 18 ans le 31 août 2023** et exerçant l'autorité parentale conjointe (garde alternée, garde partagée, droits de visite).

Les personnels remplissant ces conditions bénéficient de toutes les bonifications liées à la demande de rapprochement de conjoints.



14/19

Les pièces justificatives selon votre situation se feront uniquement via demarches-simplifiees.fr avec le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/participation-mouvement-inter-91>

pour le mercredi 14 décembre 2022 dernier délai.

Voir la fiche 1 aide à l'accès à demarches-simplifiees.fr

- copie de la décision de justice fixant la résidence de l'enfant
- photocopie du livret de famille ou de l'extrait d'acte de naissance
- copie de la décision de justice et/ou justificatifs définissant les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement le cas échéant, attestation sur l'honneur signée des deux parents fixant les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement.

3.6. Bonifications au titre de l'Éducation Prioritaire

Les bonifications mises en place ont pour objectif de favoriser la stabilité des équipes éducatives.

- *Les fonctions exercées dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles :*

Les candidats en activité et affectés au 1^{er} septembre 2022 dans des écoles relevant d'un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles (liste publiée au B.O.E.N. n°10 du 8 mars 2001) et justifiant d'une durée minimale de 5 années de services effectifs et continus au 31 août 2023 dans ces écoles, bénéficient d'une bonification de 90 points.

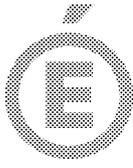
- Les fonctions exercées dans les écoles des Réseaux d'éducation prioritaire renforcés- REP REP+ :

Selon les modalités visées dans la présente note de service, les candidats en activité et affectés au 1^{er} septembre 2022 dans des écoles ou établissements Rep ou Rep+, et justifiant d'une durée minimale de 5 années de services effectifs et continus dans ces écoles ou établissements bénéficient d'une bonification de 45 points (pour le Rep) ou 90 points (pour le Rep+).

En cas de services continus de cinq années comprenant des affectations en établissement relevant du réseau Rep et du réseau Rep+, la bonification accordée est de 45 points.

Une même école peut bénéficier de deux labels (politique de la ville et Rep ou Rep+). Dans ce cas, la règle la plus favorable s'applique selon les modalités ci-dessous :

Ancienneté dans le dispositif	Points
5 années de services continus dans des écoles ou établissements relevant de la politique de la ville	90
5 années de services continus dans des écoles ou établissements relevant du Rep +	
5 années de services continus dans des écoles ou établissements relevant du Rep	45
5 années de services continus dans des écoles ou établissements relevant du Rep et du Rep +	



15/19

Pour apprécier cette durée de 5 années, sont pris en compte les services accomplis depuis la date de titularisation en position d'activité. Les périodes de formation sont assimilées à des services à temps plein.

En revanche, le décompte des services est interrompu par :

- le congé de longue durée ;
- la disponibilité ;
- le détachement ;
- la position hors cadre ;

Les agents en congé parental au 1er septembre 2022 peuvent prétendre aux bonifications au titre de l'éducation prioritaire si les conditions prévues sont remplies à la date du départ en congé parental. Par ailleurs, le congé parental est une position suspensive pour le décompte des 5 années.

3.7. Bonification au titre du handicap

Une bonification systématique de 100 points sera attribuée sur l'ensemble des vœux uniquement aux agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi (B.O.E.) prévue par la loi du 11 février 2005 concernant les enseignants se trouvant dans l'une des situations suivantes :

- travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie (RQTH).
- victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10% et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime de la sécurité sociale (ou tout autre régime de protection sociale obligatoire) ;
- titulaires d'une pension d'invalidité (si l'invalidité réduit des 2/3^e au moins la capacité de travail ou de gain) ;
- les anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension d'invalidité ;
- titulaires d'une allocation ou rente d'invalidité pour les sapeurs-pompiers volontaires ;
- titulaires de l'allocation aux adultes handicapés ;
- titulaires de la carte d'invalidité délivrée par la Commission des droits et de l'autonomie à toute personne dont le taux d'incapacité permanente est d'au moins 80% ou qui a été classée en 3^{ème} catégorie de la pension d'invalidité de la sécurité sociale.

Il convient de transmettre à la DIPER 2 la pièce attestant que l'agent entre dans le champ du bénéfice de l'obligation d'emploi (BOE) pour l'attribution de la bonification de 100 points.

Une bonification exceptionnelle de 800 points peut être attribuée par le directeur académique des services de l'Éducation nationale, **sur le vœu 1** après avoir pris connaissance de l'avis du médecin de prévention.

L'objectif de la bonification exceptionnelle doit avoir pour **conséquence l'amélioration des conditions de vie de l'agent**.

Cette bonification exceptionnelle concerne les personnels titulaires, leur conjoint bénéficiaire de l'obligation d'emploi ainsi que la situation d'un enfant reconnu handicapé ou malade.

Cette dernière bonification pourra également s'appliquer sur les autres vœux du candidat pour lequel la mutation demandée améliorera les conditions de vie de la personne handicapée dès lors que le vœu 1 est bonifié.

Cette bonification n'est pas cumulable avec les 100 points conférés au titre du bénéfice de l'obligation d'emploi à la bonification exceptionnelle.



16/19

Dans le cas particulier de l'enfant, qui ne serait pas handicapé mais dont la pathologie nécessite des soins spécifiques, la bonification peut être accordée dans la mesure où il y a nécessité de se rapprocher d'un établissement spécialisé ou de soins.

Il n'y a pas d'examen au titre d'un motif social.

➤ **Procédure :**

1/ La pièce attestant que l'enseignant ou son conjoint rentre dans le champ du bénéfice de l'obligation d'emploi (RQTH), ou du handicap pour un enfant.

2/ Demander un dossier « au titre du handicap » auprès du service des médecins des personnels par mail à : ce.ia91.medecindespersonnels@ac-versailles.fr ou par téléphone au 01.69.47.83.29.

Le renvoyer renseigné, signé et accompagné de toutes les pièces justificatives **au plus tard le mercredi 14 décembre 2022** ou par courrier sous pli cacheté avec la mention « **confidentiel, secret médical** » **au plus tard le mercredi 14 décembre 2022 cachet de la poste faisant foi**, à :

DSDEN de l'Essonne – Service médical des personnels
Boulevard de France - Georges Pompidou
91000 EVRY-COURCOURONNES

Les pièces justificatives selon votre situation se feront uniquement via demarches-simplifiees.fr avec le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/participation-mouvement-inter-91>

pour le mercredi 14 décembre 2022 dernier délai.

Voir la fiche 1 Aide à l'accès à démarches simplifiées.fr

- Pour l'attribution des 800 points, tous les justificatifs attestant que la mutation sollicitée améliorera les conditions de vie de la personne handicapée.
- S'agissant d'un enfant non reconnu handicapé mais souffrant d'une maladie grave, toutes les pièces concernant le suivi médical, notamment en milieu hospitalier spécialisé.

Cas des agents détachés en collectivité d'outre-mer (COM) : le dossier est à déposer auprès du médecin de prévention du département d'origine.

- Après étude, seulement si la demande le nécessite **et à son initiative** le médecin de prévention pourra se mettre en relation avec l'intéressé(e) pour convenir d'un rendez-vous.
- L'attribution d'une majoration exceptionnelle de barème ne permet pas de considérer comme acquise une nomination dans le département de son choix.

3.8. Demandes formulées au titre du centre des intérêts matériels et moraux dans un des départements ou collectivités d'outre-mer (CIMM)

Au même titre que les autres priorités de mutation, le centre des intérêts matériels et moraux (CIMM) dans un des départements ou collectivités d'outre-mer a été érigé en priorité légale dans le traitement des demandes



17/19

de mutation formulées par les fonctionnaires qui justifient de leur CIMM dans un des départements ou collectivités d'outre-mer.

600 points sont attribués pour le **vœu formulé en rang 1** et portant sur la **collectivité ou le département d'outre-mer**, pour les agents pouvant justifier de la présence dans ce département/collectivité du centre de leurs intérêts matériels et moraux (CIMM), en fonction de critères dégagés par la jurisprudence et précisés dans la circulaire DGAFP B7 n° 2129 du 3 janvier 2007 relative aux conditions d'attribution des congés bonifiés aux agents des trois fonctions publiques.

Cette bonification accordée au titre du CIMM n'est pas cumulable avec les vœux liés ou avec les bonifications accordées au titre du rapprochement de conjoint et de l'autorité parentale conjointe.

Les pièces justificatives selon votre situation se feront uniquement via démarches-simplifiées.fr avec le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiées.fr/commencer/participation-mouvement-inter-91>

pour le mercredi 14 décembre 2022 dernier délai.

Voir la fiche 1 Aide à l'accès à démarches simplifiées.fr

3.9. Exercice dans un territoire ou une zone rencontrant des difficultés particulières de recrutement (Mayotte, Guyane)

Le ministère s'attache à renforcer **l'attractivité** de certains départements. Ainsi, pour Mayotte, l'expérience développée au sein de ce département par les personnels est actuellement valorisée pour favoriser la satisfaction de leur demande de mobilité lorsqu'ils souhaitent quitter ce territoire.

Ainsi, les enseignants mutés à Mayotte pourront revenir dans leur département d'origine, c'est-à-dire le département dans lequel ils exerçaient en qualité de titulaire avant d'arriver à Mayotte dès lors qu'ils en feront la demande.

A compter de la rentrée scolaire 2024, les enseignants affectés à **Mayotte** suite à une mobilité, et comptabilisant au moins cinq ans de services effectifs et continus sur le territoire de Mayotte se verront attribuer une bonification de 800 points sur tous les vœux exprimés lors du mouvement interdépartemental 2024.

A compter de la rentrée scolaire 2024, les enseignants affectés en **Guyane** suite à une mobilité, et comptabilisant au moins deux ans de services effectifs et continus **sur un poste dit isolé** se verront attribuer une bonification de 90 points sur tous les vœux exprimés lors du mouvement interdépartemental 2024.

3.10. Exercice en établissement ou école en contrat local d'accompagnement

Une bonification de 27 points est mise en place dans ce cadre afin de valoriser l'expérience en établissement et école en contrat local d'accompagnement afin d'y favoriser la stabilité des équipes éducatives.

Conditions à remplir :

Pour prétendre au bénéfice d'une bonification, les enseignants doivent être en activité et affectés au 1er septembre n-1 dans une école ou un établissement engagé dans un contrat local d'accompagnement (CLA) et justifier d'une durée minimale de trois années de services effectifs et continus au 31 août n dans cette même école ou établissement. Cette bonification prendra effet à compter du mouvement 2024.

4 - RÉSULTATS



18/19

4.1. Communication

Les enseignants pourront consulter les résultats sur I-Prof le **7 mars 2023**. L'affichage des résultats des mutations interdépartementales n'a qu'une valeur indicative. Il ne se substitue en aucun cas aux **arrêtés d'exeat et d'inéat**, ces documents seuls ayant le caractère d'**actes administratifs officiels**.

4.2. Cas de demande d'annulation d'une mutation obtenue

Les résultats du mouvement annuel étant définitifs, **aucune annulation de mutation obtenue ne peut être accordée en dehors d'une situation exceptionnelle** à apprécier par les services départementaux et seulement dans la mesure où l'annulation ne compromet pas l'équilibre postes-personnels.

Les motifs suivants peuvent notamment être invoqués :

- décès du conjoint ou d'un enfant ;
- perte d'emploi du conjoint ;
- mutation du conjoint dans le cadre d'un autre mouvement des personnels du ministère de l'Éducation nationale ;
- mutation imprévisible et imposée du conjoint ;
- situation médicale aggravée.

Il s'agit d'une procédure très exceptionnelle ; il est donc demandé aux enseignants de ne pas présenter de demande d'annulation hors les cas ci-dessus.

5 – CONSÉQUENCES ADMINISTRATIVES D'UNE MUTATION

5.1. Règle générale

Tout candidat ayant obtenu la mutation sollicitée doit **obligatoirement** rejoindre son département de nouvelle affectation.

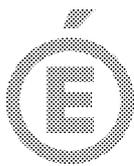
5.2. Mutation dans un département d'outre-mer (D.O.M.)

Il a été constaté que des enseignants ont parfois des difficultés à s'adapter aux conditions d'exercice dans un DOM. Il est demandé aux candidats à une mutation dans les DOM de prendre connaissance des lignes directrices de gestion ministérielles du 25 octobre 2021 (NOR : MENH 2131955X).

5.3. Participation au Mouvement départemental

Les enseignants intégrés dans le département de leur choix, à la suite d'une mutation interdépartementale, participent au mouvement départemental dans les mêmes conditions que les enseignants déjà en fonction dans le département, afin de recevoir une affectation à titre définitif dans un établissement scolaire déterminé, qu'ils doivent impérativement rejoindre à la prochaine rentrée scolaire.

Aucune assurance ne peut leur être donnée quant à la nature du poste qui leur sera attribué.



19/19

Je me connecte

- Je clique sur le lien de la démarche indiqué dans la circulaire. J'arrive sur le site internet qui présente sur la partie gauche la démarche que je veux faire et à droite me demande de m'identifier.
- Là il y a trois solutions:
 - J'ai déjà un compte : cliquer sur « J'ai déjà un compte » puis rentrer l'email et le mot de passe de connexion
 - Je possède un compte *France Connect* : cliquer sur le bouton « France Connect », choisir un compte de connexion en cliquant sur un des boutons (La Poste, Amélie, etc), rentrer les identifiants liés au compte sélectionné. La redirection vers demarches-simplifiees.fr est automatique.
 - Je me connecte pour la première fois sur demarches-simplifiees.fr et ne possède pas de compte: cliquer sur le bouton « Créer un compte », rentrer un email, choisir un mot de passe et cliquer sur « se connecter ».

Je dépose mon dossier

- Les champs présentant un astérisque sont obligatoires
- Le dossier s'organise autour des différents éléments de bonification prévus par les Lignes Directrices de Gestion
- Le dépôt du dossier nécessite l'ajout de pièces jointes afin de fournir des documents justificatifs pour la prise en compte de vos demandes de bonification. Pour chaque document demandé, cliquer sur parcourir, sélectionner un fichier puis cliquer sur ouvrir. Le nom du fichier sélectionné apparaît à côté du bouton "Parcourir", la pièce est alors enregistrée. **Attention**, vous ne pouvez déposer qu'une pièce jointe par demande de justificatif. Si plusieurs pages sont nécessaires à votre justificatif, faites en un seul fichier.
- Vous pouvez enregistrer votre dossier comme brouillon et y revenir autant de fois que désiré pour le compléter.
- **Attention, une fois votre dossier envoyé, vous ne pourrez plus le compléter, il s'agira de l'envoi définitif et non modifiable.**

Pour aller plus loin,
un tutoriel vidéo :

<https://doc.demarches-simplifiees.fr/tutoriels/tutoriel-usager>